

« 30 jours au Venezuela », par Brian Mier

Publié par Venezuela infos dans Brésil, Crime de guerre/crime contre l'humanité, déstabilisation et violences de la droite, Guerre économique, histoire de la révolution bolivarienne, impérialisme, Médiamentonges / désinformation / propagande



(<https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2014/09/plan-jovenes-del-barrio-pintosalinass-13.jpg>)

Le 23 janvier, j'ai ignoré un avertissement (de fait, erroné) du Département d'État états-unien selon lequel des gangs de motards chavistes « kidnappaient des États-Uniens » et j'ai atterri à l'aéroport de La Guaira, au Venezuela, pour une mission de reportage de 30 jours pour TeleSUR. La première chose que j'ai vue en entrant dans l'aéroport était une affichette du type « wanted » visant Edmundo Gonzalez, candidat à la présidence de 2024 soutenu par les États-Unis, qui avait fui le pays en septembre après avoir été inculpé (<https://www.telesurtv.net/fiscalia-venezolana-ratifica-orden-de-detencion-a-opositor-gonzalez-urruuia/>) de falsification de documents publics, d'incitation à la désobéissance civile, de complot et d'autres crimes liés à la vague d'attaques violentes menées par des mercenaires de l'extrême droite contre la police et les institutions publiques, au lendemain des élections du 1er août.

Certes, j'étais un peu inquiet. Je me suis souvenu de mon voyage en Serbie quelques années plus tôt, lorsque des amis du Parti de la gauche radicale m'avaient montré la carcasse calcinée du siège de Radio-Télévision Serbie, qui avait été bombardé par l'OTAN

et les États-Unis (<https://balkaninsight.com/2024/04/23/25th-anniversary-of-deadly-nato-bombing-of-serbian-state-tv-marked/>), faisant 16 morts, parmi lesquels des acteurs, des journalistes et un employé du service de maquillage. Le fait que la chaîne de télévision publique iranienne ait été bombardée par Israël (<https://www.bbc.com/news/articles/c3w46pw2xn0o>) en 2025 m'a rappelé que l'État policier états-unien n'éprouve aucun scrupule moral à l'idée d'assassiner des journalistes.

Heureusement pour la population vénézuélienne, la situation était désormais presque revenue à la normale après l'attaque du 3 janvier.

Ma première mission m'a conduit à *Carlos Soublette*, un quartier populaire situé à proximité d'une académie navale à La Guaira, qui avait été touché par des missiles lancés par les États-Unis. Nous avons observé les travaux de réparation en cours dans l'un des centaines de milliers d'immeubles de logements sociaux en copropriété construits par le gouvernement Maduro, qui avait été directement touché, causant la mort de Rosa Elena Gonzales de Yanez, une grand-mère de 82 ans. J'ai interviewé une femme d'âge mûr nommée Maria Elena Carreno, la voisine immédiate de la femme qui avait été assassinée par le gouvernement américain.

« Quand nous avons réussi à sortir dans le salon », a-t-elle dit, « nous avons vu que la porte avait disparu. La porte en bois avait été complètement emportée par la force, par le bruit. J'ai dit à mon mari : "Ouvrons calmement l'entrée", car nous ne savions pas ce qui pouvait nous attendre, puisque tout était recouvert de poussière. Dieu merci, nous sommes sortis prudemment, car nous avons réalisé que le mur n'était plus là. Si nous avions couru hors du salon, nous aurions plongé dans le vide. »

Deux jours plus tard, j'ai couvert la première des six manifestations « Libérez Maduro et Cilia » sur lesquelles j'allais rendre compte au cours de mon séjour d'un mois au Venezuela. Des milliers d'habitants s'étaient rassemblés dans un quartier populaire d'Antimano pour défiler jusqu'à une avenue principale et l'occuper, exigeant le retour de leur président et de la députée Cilia Flores.

Un habitant du quartier, Ronny Camelo, m'a déclaré : *« Depuis que l'empire a fait irruption dans les rêves du peuple vénézuélien le 3 janvier, en franchissant notre frontière et en violant toutes les lois internationales, nous exigeons que la volonté du peuple soit respectée. Nous exigeons le retour de notre président, Nicolás Maduro Moros, qui a été élu par la force du peuple et des mouvements sociaux, et de son épouse la députée Cilia Flores. Nous promettons tout notre soutien à la camarade Delcy Rodríguez pour ramener notre président, Nicolás Maduro Moro. Vive l'indépendance et vive notre patrie socialiste ! »*

C'était mon quatrième voyage du Brésil au Venezuela depuis 2020, et j'ai été heureux de constater que la qualité de vie s'était considérablement améliorée par rapport à ce que j'avais observé lors de mes premières visites. Le taux de criminalité a chuté, l'année 2025 ayant enregistré le taux d'homicides le plus bas de l'histoire récente : 1,9 pour 100 000 habitants. C'est une réussite impressionnante si l'on considère qu'il y a dix ans, le Venezuela affichait l'un des taux d'homicides les plus élevés au monde, à 60 pour 100 000 habitants. Alors que lors de mes deux premières visites à Caracas, on m'avait déconseillé de me promener dans les rues autour de mon appartement après 19 h, j'ai pu constater par moi-même qu'il était désormais parfaitement sûr de se déplacer n'importe où la nuit. Cela valait notamment pour le quartier populaire de San Agustín, qui était autrefois le troisième quartier le plus violent du Venezuela, où un collègue et moi avons vu des groupes d'enfants s'amuser à se lancer des jets d'eau et des ballons d'eau à minuit le lundi de carnaval. La baisse du taux de criminalité a ouvert San Agustín au grand public et aux

touristes, et les gens s'y pressent désormais la nuit pour profiter de son patrimoine culturel, l'un des épïcêtres de la musique afro-vénézuélienne.

Un autre aspect positif que j'ai remarqué à Caracas était la quasi-absence de personnes sans-abri. Au cours de ce mois passé à parcourir les quatre coins de la ville pour mon travail de journaliste et pendant mes jours de congé, j'ai dénombré au total cinq personnes sans-abri dans une ville de trois millions d'habitants. Comme dans toute ville, il y avait des signes de pauvreté, mais en ce qui concerne les sans-abri, je ne me souviens pas avoir visité, au cours de la dernière décennie, une ville dans mon pays d'origine, le Brésil, aux États-Unis ou au Royaume-Uni, qui comptait aussi peu de sans-abri. Cela est sans aucun doute dû en partie au programme de logement social du gouvernement bolivarien, qui a permis la construction de plus de 5 millions de logements sociaux au cours des 15 dernières années, dans un pays dont la population totale s'élève à 28 millions d'habitants.

Contrairement à un mois typique à Recife, où je vis, il n'y a pas eu de coupures d'électricité pendant mon séjour. Je me rendais à TeleSUR en métro et en bus. Bien que la vitesse de circulation du métro fût aussi lente que dans des villes états-uniennes comme Chicago et New York, les rames passaient toutes les quelques minutes, même le dimanche, et à 17 cents US, le prix du ticket était une aubaine comparé au dollar états-unien que j'ai l'habitude de payer à São Paulo. Les bus sont vieux et ont l'air délabrés, mais ils sont gérés par des coopératives plutôt que par des entreprises privées sous-traitantes comme au Brésil, et ils sont fiables, surtout avec ce tarif de 17 cents.

J'ai constaté que les prix des produits alimentaires étaient nettement plus élevés qu'au Brésil, mais les habitants des quartiers pauvres et populaires font une grande partie de leurs courses hebdomadaires dans les marchés de quartier gérés par l'État, qui vendent des denrées alimentaires de base à des prix fortement subventionnés pour les habitants. Bien que je n'aie pas eu besoin de ce service, je comprends qu'il existe toujours un grave problème en matière de soins médicaux au Venezuela, car après la mise en place des blocus criminels de l'administration Trump et la chute de 90 % du revenu national entre 2017 et 2020, il y a eu un exode de médecins hors du pays, laissant de nombreux centres de santé publique des quartiers populaires cruellement en sous-effectif. En janvier, le président par intérim Rodriguez a annoncé son intention de mettre en place un nouveau système de santé publique universel. Espérons que l'augmentation des recettes pétrolières résultant de l'assouplissement des blocus contribuera à faire de ce projet une réalité.

Caracas reste paralysée par le manque de pièces détachées pour son réseau d'approvisionnement en eau, conséquence du blocus des États-Unis. Un jour, nous sommes restés 24 heures sans eau dans notre appartement, ce qui nous a obligés à nous doucher au seau avec l'eau de nos réservoirs de secours. La levée des sanctions, que Delcy Rodriguez exige, résoudrait rapidement ce problème. Lorsque Hugo Chávez est arrivé au pouvoir en 1999, le Venezuela importait 80 % de ses denrées alimentaires. Au cours des 26 dernières années, le pays a développé sa souveraineté alimentaire, avec un record de 94 % de production nationale en 2025. Le salaire minimum, y compris le système de prime minimale obligatoire mis en place par l'administration Maduro, oscille autour de 160 dollars par mois, contre environ 300 dollars au Brésil voisin. C'est un point faible du système dont j'ai entendu beaucoup de gens se plaindre, mais qui, espérons-le, s'améliorera à mesure que l'économie continuera de croître. Avec 19 trimestres consécutifs de croissance positive du PIB, le moment semble venu de revoir la politique du salaire minimum. Lorsque Lula a pris ses fonctions en 2003, le salaire minimum au Brésil était inférieur à 50 dollars, et ses huit augmentations consécutives du salaire minimum supérieures à l'inflation sont désormais citées comme le facteur le plus important de la réduction de la pauvreté. Cela constitue un bon exemple pour l'administration Rodriguez.

Le 2 février, alors que nous étions assis dans la cuisine de l'appartement du journaliste pour notre habituel dîner accompagné de discussions politiques, j'ai demandé quel était l'intérêt des manifestations en faveur de Maduro. Quelqu'un pensait-il vraiment que ces manifestations de rue allaient influencer la décision des États-Unis de lever les accusations forgées de toutes pièces contre Nicolas Maduro et la Première dame Cilia Gomes, dont le seul « crime » semblait être d'avoir été aux côtés du président Maduro lorsque les ravisseurs sont arrivés ?

Mon colocataire et collègue correspondant de TeleSUR, Osvaldo Zayas, a déclaré : « *Une équipe de la CIA vient d'arriver à Caracas, et elle va certainement tenter de déclencher des manifestations du type génération Z. L'objectif de la manifestation de demain est de montrer la force de la gauche organisée afin de leur faire comprendre que les choses ne seront pas aussi faciles qu'ils le pensent. Si cela échoue, ils passeront rapidement à l'action.* »



(<https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2026/04/screenshot-2026-03-24-at-00-40-29-2-instagram.png>)

Le 3 février, des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans le centre-ville de Caracas lors de la plus grande manifestation en faveur de Maduro jamais organisée. Bien qu'aucune estimation officielle du nombre de participants n'ait été communiquée, j'ai pu observer, au plus fort de la manifestation, une foule dense et en mouvement occupant entièrement quatre pâtés de maisons d'une route à quatre voies. L'une des manifestantes, Milagros Rinconez, m'a déclaré : « *Nous exigeons la libération de Cilia et de Nicolás. Il y a exactement un mois, le gouvernement américain, représenté par le pédophile Trump, a envahi le sol vénézuélien, tuant plus de 100 de nos compatriotes. Nous sommes mobilisés, et nous ne quitterons pas les rues tant qu'ils ne nous auront pas rendu notre couple présidentiel. Et nous réaffirmons notre soutien à la présidente par intérim Delcy Rodríguez Gómez.* »

Le lendemain, nous avons descendu les montagnes pendant deux heures pour rejoindre la ville de Maracay, dans l'État d'Aragua, afin d'assister à un rassemblement commémorant le 34e anniversaire de la rébellion du Mouvement révolutionnaire bolivarien 200, menée par Hugo Chávez contre les mesures d'austérité imposées par le FMI. Maracay est la ville où la rébellion a débuté, et bien qu'elle ait finalement été écrasée, le lieutenant-colonel Chávez est sorti de prison cinq ans plus tard et a été élu président en 1999.

Nous nous attendions à ce que ce soit une démonstration de force de la part de « la machinerie », surnom donné au vaste réseau politique chaviste issu de la classe ouvrière, composé de communes, de fonctionnaires, de coopératives, de milices citoyennes, de syndicalistes et de responsables locaux du parti, qui constitue la base du PSUV, le parti au pouvoir, et la participation s'est avérée plus importante que prévu. La foule était facilement deux fois, voire trois ou quatre fois plus importante que celle de la marche du 3 février à Caracas, dans une ville comptant moins d'un tiers de sa population.

Après avoir couru dans tous les sens au milieu d'une foule en mouvement pendant deux heures, mon caméraman et moi sommes arrivés au point d'arrivée de la marche, pour découvrir que nous n'avions filmé qu'une petite partie de celle-ci devant la première voiture de sonorisation. Des dizaines de milliers de personnes de tous âges ont continué d'affluer pendant encore une heure. Cette marche était plus importante que le plus grand rassemblement électoral que j'ai couvert lors des élections de 2022 au Brésil, l'immense rassemblement de Lula la veille du scrutin sur les avenues Paulista et Augusta à São Paulo. Nous avons fait demi-tour et avons retrouvé notre collègue Osvaldo en train d'interviewer Diosdado Cabello, qui a participé à la rébellion de 1992 en tant que capitaine de l'armée et qui est actuellement ministre de l'Intérieur, de la Justice et de la Paix du Venezuela.

« Aujourd'hui est un jour très important », a-t-il déclaré. « Vous pouvez voir les gens ici dans les rues. Le peuple se souvient de Chávez ; c'est lui qui nous guide. C'était son leadership, et c'est son héritage, mais surtout, c'est sa révolution. C'est la révolution de Chávez. Et nous descendrons toujours dans la rue chaque 4 février pour honorer la mémoire de notre commandant et rappeler au monde pourquoi ce peuple s'est soulevé. »

Une chose qui ressort des marches que j'ai couvertes au Venezuela par rapport à celles du Brésil, c'est que les foules font preuve de plus de discipline. Au Brésil, les marches sont généralement accompagnées de dizaines de vendeurs de bière et de groupes de percussionnistes, et peuvent dégager une ambiance de carnaval. Je n'ai pas vu ce genre de consommation d'alcool lors des marches vénézuéliennes. Évidemment, l'un des facteurs est que la consommation d'alcool en public est illégale à certains endroits, mais même les bars le long des parcours ne semblaient pas très fréquentés. À Maracay, outre les mouvements sociaux et les organisations associés à la « machinerie », des familles entières étaient descendues dans la rue. Il y avait des milliers d'étudiants, et des pancartes et des banderoles réclamant la liberté pour Nicolás Maduro et Cilia Flores étaient partout.

Le 12 février 1814, lorsque les forces espagnoles attaquèrent la ville de Caracas, des milliers d'étudiants se joignirent au combat. Après une journée de combats, les royalistes s'enfuirent vers les montagnes. Ce fut une victoire décisive dans la guerre d'indépendance, et en mémoire des étudiants qui ont combattu, cette journée est désormais un jour férié connu sous le nom de « *Journée nationale de la jeunesse* ». Le 12 février 2026, des lycéens et des étudiants se sont rassemblés sur la Plaza Venezuela pour parcourir 6 kilomètres à travers le centre-ville de Caracas.

Étant donné que certains analystes avancent l'idée que la classe ouvrière latino-américaine

et les mouvements de gauche organisés vieillissent, et que les seules personnes qui soutiennent encore la cause socialiste ont plus de 50 ans, cela constituerait un bon test. J'ai été agréablement surpris de voir des dizaines de milliers de jeunes dans les rues, réclamant la liberté pour Nicolás Maduro et Cilia Flores.

Natasha Coronado, une adolescente membre de la section de l'état de Miranda de la Fédération vénézuélienne des lycéens, m'a confié : « *Aujourd'hui, notre plus grand combat ne se livre pas à l'arme à feu, mais dans les livres, dans la conscience historique de notre jeunesse et dans la défense de notre paix. C'est pourquoi aujourd'hui, nous, les étudiants, marchons dans la joie, mais en même temps, nous marchons pour exiger le retour immédiat de notre président constitutionnel, notre bâtisseur de victoires, Nicolás Maduro, et de notre première combattante, Cilia Flores. Aujourd'hui, la jeunesse les soutient, et nous marchons également dans l'esprit de José Félix Ribas et de Robert Serra. Que les étudiants avancent, que les organisations étudiantes avancent, et que la Fédération vénézuélienne des lycéens avance !* »

Les médias internationaux avaient diffusé tout au long du mois de la désinformation conforme à la position du Département d'État états-unien. Au cours des premières semaines qui ont suivi l'attaque au missile, la prudence dont a fait preuve le gouvernement dans l'octroi de visas aux journalistes d'organismes médiatiques internationaux qui soutiennent le blocus, publient sans cesse des articles élogieux sur la multimillionnaire d'extrême droite Maria Corina Machado (<https://venezuelanalysis.com/opinion/maria-corina-machado-what-the-mainstream-media-isnt-saying-about-her/>) et qualifient Nicolás Maduro de « dictateur » a été présentée comme une « répression autoritaire des journalistes ». Une information selon laquelle le Venezuela aurait envoyé un pétrolier en Israël a été immédiatement démentie par le gouvernement, mais peu de médias ont publié de rectificatifs. Le 12 février, les médias internationaux ont présenté la marche étudiante en parallèle avec la manifestation de la droite, la deuxième que j'avais vue depuis mon arrivée à Caracas, en affirmant que celle-ci était d'une ampleur équivalente, malgré les preuves photographiques et vidéo montrant qu'il n'y avait que quelques centaines de personnes sur place.

Mes observations de ces manifestations et d'autres manifestations « Libérez Maduro » auxquelles j'ai assisté au cours de mon séjour d'un mois au Venezuela m'ont amené à conclure que le soutien populaire à la transformation bolivarienne vers le socialisme reste solide. La décision de l'administration Trump de ne pas contester l'emprise du PSUV sur le pouvoir politique dans le pays, se contentant de revendiquer la victoire et de passer à son prochain numéro médiatique, s'explique au moins en partie par le fait que, comme en Iran, un changement de régime semble hors de sa portée en raison de la force du soutien populaire dont bénéficie le gouvernement. Si les grandes manifestations de rue ne reflètent clairement pas l'opinion de l'ensemble de la population, dans le cas du Venezuela, elles semblent avoir été suffisamment importantes en février pour compliquer, ou du moins retarder, toute tentative de déclencher une « rébellion de la génération Z » alimentée par les réseaux sociaux, comme celle qui a récemment échoué au Mexique.

Cela pourrait changer en fonction de l'évolution des relations entre la présidente par intérim Delcy Rodríguez et le gouvernement des États-Unis. Au cours du dernier mois, j'ai été déçu de voir certains analystes de gauche reprendre le discours diffusé par des acteurs étatiques influents comme le New York Times et la BBC, selon lequel la présidente par intérim Rodríguez aurait été totalement cooptée par le gouvernement états-unien, certains prétendant même qu'il s'agissait de leur propre analyse originale. Ce discours simpliste, propice aux réseaux sociaux, passe sous silence de nombreuses nuances, notamment la résistance du gouvernement bolivarien dans le cadre de son adaptation à ce qui semble être les exigences des États-Unis.

J'ai couvert la ratification préliminaire, les deux consultations populaires et la ratification finale de la loi vénézuélienne sur la réforme partielle du secteur des hydrocarbures. Bien qu'elle comporte des éléments discutables, cette loi s'inscrit dans la continuité de la loi anti-blocus de Nicolás Maduro de 2020, qui avait partiellement libéralisé certains secteurs de l'économie – ce que Steve Ellner avait qualifié, en termes léninistes (<https://venezuelanalysis.com/analysis/objective-conditions-in-venezuela-maduros-defensive-strategy-and-contradictions-among-the-people/>), de « mesures économiques défensives » – et marque un renforcement de la relation de longue date entre le gouvernement et Chevron. Les nouvelles réformes maintiennent la compagnie pétrolière d'État PDVSA sous propriété publique à 100 %, tout en autorisant des partenariats public-privé sous la forme de baux de 30 ans sur les gisements pétroliers, qui peuvent être résiliés à tout moment en cas de rupture de contrat. Cela ressemble aux contrats de bail qui ont été ratifiés sous une forme limitée pour les réserves pré-salifères du Brésil sous l'administration de Dilma Rousseff et étendus après le coup d'État de 2016. À l'instar de l'initiative de Rousseff, le président par intérim Rodriguez a annoncé la création de fonds garantissant que les redevances seront exclusivement utilisées pour financer des projets d'infrastructure, de santé et d'éducation. Une différence majeure réside dans le fait que, alors que les contrats brésiliens reversent 15 % des redevances au gouvernement, la loi vénézuélienne prévoit 30 %, dont 15 % d'impôts et 15 % de redevances, avec des exceptions permettant de ramener le montant total à 25 %. À la suite d'un coup d'État illégitime, le président Michel Temer a pris le pouvoir au Brésil, et des dérogations ont été accordées, réduisant les redevances à 5,9 % dans le cadre d'un accord conclu entre le gouvernement et BP (<https://www.brasil247.com/brasil/fup-denuncia-negociata-da-bp-no-pre-sal-durante-governo-bolsonaro>) au cours de la dernière année du mandat de Jair Bolsonaro.

Le principal signal d'alarme concernant les nouvelles réformes pétrolières réside dans le fait que le gouvernement des États-Unis demande que les redevances soient placées dans un fonds au Qatar, sous la supervision du gouvernement américain. Cela fait craindre que les États-Unis ne se contentent de les détourner, comme ils l'ont fait avec la chaîne de stations-service CITGO du Venezuela sur leur territoire. L'avenir nous dira toutefois comment cela se passera. Les États-Unis exigent que ces partenariats ne s'appliquent qu'aux entreprises états-uniennes, mais lors de son discours, d'une brièveté rafraîchissante, prononcé devant des milliers de travailleurs du secteur pétrolier (<https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/27/face-a-lempire-la-presidente-delcy-rodriguez-coude-a-coude-avec-les-travailleurs-du-venezuela/>) le soir où la loi a franchi sa première étape parlementaire, la présidente par intérim Rodriguez a annoncé qu'ils prévoyaient de travailler également avec des entreprises d'Asie et d'Europe et a déclaré qu'ils étaient en train de conclure un accord sur le gaz naturel avec une entreprise indonésienne. Au cours de son discours, Mme Rodriguez a également annoncé qu'elle travaillait depuis des mois sur les réformes de la loi sur les hydrocarbures avec le président Maduro avant son enlèvement, et elle a présenté ce projet comme une extension de la loi anti-blocus de 2020.

On observe clairement le même type de résistance dans la loi d'amnistie, qui permet la libération de milliers de prisonniers politiques, qu'ils soient en liberté conditionnelle ou incarcérés, mais qui énumère clairement, à l'article 8, une série d'exceptions excluant toute une série de crimes, notamment le meurtre, les violations des droits de l'homme et le soutien public au blocus meurtrier et à l'invasion du Venezuela par les États-Unis. Selon la nouvelle loi, ni Edmundo Gonzalez ni Maria Corina Machado, l'exemple le plus ridicule de lauréate du prix Nobel de la paix depuis Henry Kissinger, ne pourraient bénéficier de l'amnistie. La présidente par intérim Rodriguez l'a clairement indiqué lors de son interview du 12 février (<https://www.nbcnews.com/world/venezuela/maduro-legitimate->

[president-venezuela-delcy-rodriguez-interview-trump-rcna258687](#)) avec NBC lorsqu'interrogée au sujet de Maria Corina Machado, elle a déclaré : « *En ce qui concerne son retour dans le pays, elle devra répondre devant la Justice du Venezuela. Expliquer pourquoi elle a appelé à une intervention militaire, pourquoi elle a appelé à des sanctions contre le Venezuela, et pourquoi elle a salué les agressions militaires qui ont eu lieu début janvier.* »

Au cours de l'interview, elle a également clairement indiqué qu'elle ne se considérait pas comme la présidente du Venezuela. « *Je peux vous dire que le président Nicolás Maduro est le président légitime* », a-t-elle déclaré. « *Je vous le dis en tant qu'avocate, ce que je suis. Le président Maduro et Cilia Flores, la première dame, sont tous deux innocents.* »

Le matin de l'enlèvement, une version des faits favorable au Département d'État s'est immédiatement répandue comme une traînée de poudre, selon laquelle un haut responsable du gouvernement vénézuélien aurait trahi Nicolás Maduro. « *Pourquoi cela a-t-il été si facile ?* », disait-on. « *Pourquoi personne n'a-t-il riposté ?* » Sur les réseaux sociaux, la rumeur a pris de l'ampleur, Pepe Escobar avançant une nouvelle fois l'une de ses affirmations fantaisistes habituelles (<https://www.brasil247.com/blog/governo-chavista-permanece-no-poder-e-trump-nao-manda-em-nada-na-venezuela-diz-pepe-escobar>) selon lesquelles un bataillon russe (inexistant) se serait précipité sur les lieux pour être repoussé par un groupe de gardes du corps vénézuéliens. Cette théorie a été immédiatement réfutée lorsqu'il est apparu que 32 Cubains et des dizaines de Vénézuéliens avaient été tués lors de l'enlèvement. Pourquoi le système de défense antiaérienne russe tant vanté n'a-t-il pas fonctionné ? Une possibilité est que les États-Unis et la France ne soient pas les seuls pays à refiler du matériel militaire obsolète à leurs alliés. Mais des informations ont fait surface selon lesquelles les États-Unis auraient brouillé les réseaux de communication téléphonique, radio et Internet quelques minutes avant l'attaque. Trump s'est vanté d'avoir utilisé une arme secrète lors de l'attaque (<https://edition.cnn.com/2026/01/25/politics/trump-says-secret-discombobulator-weapon-was-used-to-capture-maduro>), et des témoignages suggèrent que l'intelligence artificielle a été utilisée dans les hélicoptères de combat alors qu'ils empiétaient illégalement sur le territoire souverain du Venezuela. Le correspondant de TeleSUR, Osvaldo Zayas, a passé la deuxième quinzaine de février à interviewer les amis et les proches des victimes de l'attaque américaine. Il m'a raconté qu'une des victimes, un soldat vénézuélien de 19 ans, avait été touché par un missile quelques secondes après avoir tiré son premier coup de feu sur un hélicoptère états-unien. « *Ses amis m'ont dit que cela ressemblait à une riposte automatisée qui « permet de localiser précisément d'où provenaient les coups de feu. Son corps était carbonisé, les bras toujours crispés en position de tir.* »

À ce jour, aucun élément ne permet de conclure à une trahison au sein des plus hautes sphères du gouvernement vénézuélien, et le comportement des dirigeants vénézuéliens montre qu'ils sont unis. Parmi ces dirigeants figurent le député Nicolás Maduro Guerra, fils du président enlevé, qui est régulièrement apparu en public aux côtés de Delcy Rodríguez, du président de l'Assemblée nationale Jorge Rodríguez et de Diosdado Cabello. L'alliance entre Maduro Guerra, le président par intérim et le gouvernement bolivarien peut être interprétée comme un élément de preuve contre le scénario de la « trahison ».

Pour conclure, je tiens à souligner que je ne suis pas un spécialiste du Venezuela. Je ne suis qu'un journaliste qui a passé quelques mois dans ce pays au cours des cinq dernières années. Cet article est le fruit de mes observations sur la vie politique vénézuélienne entre le 23 janvier et le 22 février 2026. Pour une analyse plus anti-hégémonique de ce qui se passe au Venezuela, je suggère de ne pas accorder trop de crédit aux personnes qui ont bâti leur carrière en se présentant comme des « ex-chavistes », et de recouper les sources

avec des médias d'information et d'analyse basés au Venezuela, tels que [TeleSUR](https://www.telesurtv.net/) (<https://www.telesurtv.net/>), [Mision Verdad](https://misionverdad.com/) (<https://misionverdad.com/>) ou [Orinoco Tribune](https://orinocotribune.com/) (<https://orinocotribune.com/>). Bien que les signes de résistance me donnent de l'espoir pour l'avenir du gouvernement bolivarien, il est clair que les États-Unis impérialistes ont profondément empiété sur la souveraineté du peuple vénézuélien. Comme me le dit Camila Escalante de Kawsachun News : « *Le Venezuela est en train de se faire voler sous la menace d'une arme alors qu'il tente de négocier pour résoudre une prise d'otages.* »

En quittant le Venezuela le 22 février, j'ai remarqué que les avis de recherche concernant Edmundo Gonzalez étaient toujours affichés à l'aéroport de Caracas.

Brian Mier



(<https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2026/04/brian-mier.webp>)

L'auteur : Géographe, écrivain et journaliste, **Brian Mier** est co-rédacteur en chef de [Brasil Wire](http://www.brasilwire.com/author/brianmier/) (<http://www.brasilwire.com/author/brianmier/>), correspondant au Brésil pour l'émission d'actualité « [From the South](https://videos.telesurenglish.net/shows/from-the-south/) (<https://videos.telesurenglish.net/shows/from-the-south/>) » de *TeleSur English*, et animateur de l'émission « Globalistas » sur TV 247. Auteur de plusieurs ouvrages consacrés à la politique brésilienne, parmi lesquels : [Year of Lead: Washington, Wall Street and the New Imperialism in Brazil](https://www.amazon.com/-/es/Lead-Washington-Street-Imperialism-Brazil/dp/0464055326) (<https://www.amazon.com/-/es/Lead-Washington-Street-Imperialism-Brazil/dp/0464055326>) (2019); [Voices of the Brazilian Left](https://www.amazon.com/Voices-Brazilian-Left-Brian-Mier/dp/1388594110) (<https://www.amazon.com/Voices-Brazilian-Left-Brian-Mier/dp/1388594110>) (2018) ou [Os Megaeventos Esportivos na Cidade do Rio de Janeiro e o Direito à Cidade](https://www.brasilwire.com/author/brianmier/) (<https://www.brasilwire.com/author/brianmier/>) (2016). Ses analyses portent généralement sur des questions de géopolitique, les mouvements sociaux (tels que le MST), le système judiciaire brésilien et l'influence des États-Unis dans la région. Il publie également des chroniques sur la situation politique au Venezuela et à Cuba via son Substack « [De-Linking Brazil](https://www.google.com/url?sa=i&source=web&rct=j&url=https://bmier.substack.com/&ved=2ahUKEwjnqfif3s6TAxUcgIQIHavXDUKQy_kOegQIBBAH&opi=89978449&cd&psi) (https://www.google.com/url?sa=i&source=web&rct=j&url=https://bmier.substack.com/&ved=2ahUKEwjnqfif3s6TAxUcgIQIHavXDUKQy_kOegQIBBAH&opi=89978449&cd&psi)

Source : <https://progressive.international/wire/2026-03-30-30-days-in-venezuela/en/> (<https://progressive.international/wire/2026-03-30-30-days-in-venezuela/en/>)

Traduction : Thierry Deronne

URL de cet article : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/04/02/30-jours-au-venezuela-par-brian-mier/> (<https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/04/02/30-jours-au-venezuela-par-brian-mier/>)
